

## ÉCONOMIE

# Comment les droits de douane de Trump bousculent aussi l'Europe de l'Est

Les exportations de ces pays sont plus concurrencées par la Chine sur des marchés tiers, analyse la Berd.

Fabrice Nodé-Langlois

Ce ne sont pas les pays dont on a le plus parlé lorsque Donald Trump, au mois d'avril, a célébré son «libération day» en imposant des droits de douane au monde entier. Et pourtant, les États d'Europe orientale, du Caucase ou d'Asie centrale n'ont pas été épargnés. C'est ce que détaille la Berd, la Banque européenne de reconstruction et de développement, dans ses dernières prévisions économiques, publiées ce jeudi.

«L'incertitude de la politique américaine est l'un des points de pression» qui pèsent sur la vaste région couverte par la Berd, explique sa chef économiste, la Polonaise Beata Javorcnik. La Banque, créée après la chute du mur de Berlin dans le but de soutenir les anciens pays du bloc communiste, investit aujourd'hui dans quarante-deux pays qui vont de la Pologne à la Mongolie, de l'Estonie au Nigeria. En début d'année, les exportations des pays couverts par la Berd vers les États-Unis, loin d'avoir souffert, ont au contraire bondi de 8 %. Les importateurs américains ont massivement stocké dans l'anticipation des droits de douane. Et dans des proportions impressionnantes. La progression des ventes du Kazakhstan vers les États-Unis (de l'argent et d'autres métaux précieux) au premier semestre sur un an, a représenté environ 0,75 % de son PIB, détaille le rapport de la Berd. La Hongrie fait aussi partie des principaux bénéficiaires de ce stockage préventif : la progression de ses exportations vers l'Amérique équivaut à 0,5 % de son PIB, il s'agit de médicaments et d'ordinateurs.

Il y a aussi eu des perdants, dès le premier semestre, le plus sévèrement touché étant la Slovaquie. Parce que ses chaînes de production pharma-

ceutique sont étroitement liées à celles de la Suisse, suggère Beata Javorcnik, ses ventes de médicaments vers les États-Unis ont chuté de 800 millions de dollars, soit, pour ce petit pays, 1,1 % de son PIB !

En moyenne, les droits de douane effectifs (c'est-à-dire en tenant compte de tous les biens, y compris ceux qui échappent aux surtaxes) appliqués à l'entrée aux États-Unis pour les pays de la Berd sont passés de 1,4 % à 4,1 %. Avec des différences considérables selon les pays. Le taux effectif moyen pour l'Azerbaïdjan s'élève à 17 % parce qu'il exporte beaucoup d'aluminium, taxé à 50 %. La Slovaquie pâtit d'un taux moyen de taxes douanières américaines d'environ 13 % en raison de la part importante d'automobiles ou de pièces automobiles dans ses ventes aux États-Unis. Les barrières douanières devraient commencer à mordre en cette deuxième moitié d'année.

Beata Javorcnik souligne un autre «point de pression» qui fragilise les pays de la zone étudiée par le rapport. «On s'inquiète beaucoup de l'inondation en Europe de produits chinois qui se détourneraient du marché américain, mais plusieurs pays de la Berd sont surtout exposés à une concurrence chinoise accrue sur les marchés tiers», expose l'économiste. Le panier des exportations de la Chine est assez similaire à celui de plusieurs pays de la zone, comme la Hongrie et la Pologne qui vendent par exemple à l'étranger des voitures et des batteries. Des calculs de la Commission commerce des Nations unies montrent que la structure des exportations des pays de la «zone Berd» s'est plus rapidement rapprochée de celle de la Chine depuis 2020 que celle des pays développés ou des pays émer-

gents. Autrement dit, Chine et pays de la Berd se font davantage concurrence sur les marchés tiers en Asie, en Amérique latine ou en Afrique.

À ces vents contraires liés aux droits de douane, Beata Javorcnik ajoute un troisième motif de préoccupation : l'incertitude générale qui n'épargne pas l'Europe. Le ralentissement de l'Allemagne, souligne-t-elle, «se répercute sur l'Europe de l'Est». La Banque se préoccupe du poids de la dette publique, et de la charge de celle-ci qui s'alourdit. La Hongrie par exemple consacre 4 % de son PIB au service annuel de sa dette, soit, à titre de comparaison, le double de la France. L'économiste de la Berd remarque au passage que nombre de pays européens de la zone n'empruntent toutefois pas plus cher que la France sur les marchés.

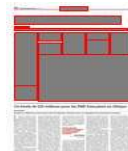
Dans ce contexte général délicat, la Berd, présidée depuis 2020 par la Française Odile Renaud-Basso, ancienne directrice générale du Trésor, prévoit pour l'ensemble de sa zone assez hétéroclite, une croissance en légère hausse en 2026, de 3,3 % contre 3,1 % en 2025. Même les pays d'Europe centrale et de la Baltique devraient voir leur PIB progresser de 2,7 % l'an prochain contre 2,4 % cette année. ■

**« On s'inquiète beaucoup de l'inondation de produits chinois qui se détourneraient du marché américain »**

**Beata Javorcnik**

Chef économiste pour la Berd (Banque européenne de reconstruction et de développement)





IMAGOBIL/MATERFOTOGRAFIE VIA REUTERS

La Slovénie a vu dès le premier semestre ses ventes de médicaments vers les États-Unis chuter de 800 millions de dollars (ci-dessus, le port de Koper).

